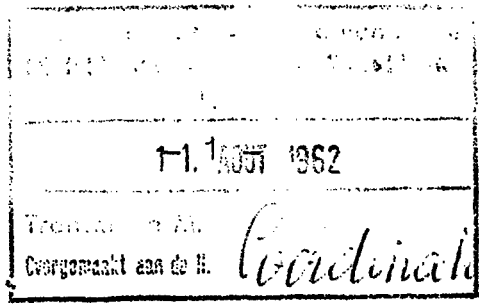
ADV.



L. 7995/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 20 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la réhabilitation en matière pénale", a donné le 2 juillet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e juni 1962 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op het eerherstel in strafzaken", heeft de 2e juli 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis au Conseil d'Etat reprend un grand nombre de dispositions qui figurent dans la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale, et dans celles qui y furent introduites par la loi du 8 février 1954.

Le projet introduit toutefois en cette matière une notion nouvelle en créant l' "effacement" de certaines condamnations de police. Alors que par application de la législation actuelle, le condamné à une peine de police peut être réhabilité après un temps d'épreuve de cinq ans s'il remplit les diverses conditions exigées par la loi et s'il engage la procédure prévue à cet effet, les condamnations à des peines de police seront dorénavant effacées de plein droit après un délai de cinq ans, à compter de la date des décisions judiciaires qui les prononcent, sauf lorsque ces peines comportent des déchéances ou des interdictions dont les effets dépassent une durée de cinq ans.

Les condamnations qui n'entraînent pas de déchéance ou d'interdiction disparaissent isolément et successivement du casier judiciaire au fur et à mesure que, pour chacune d'elles, s'est écoulé un délai de cinq ans, et ce sans intervention des juges et sans que le condamné doive mériter spécialement ce qui n'est plus, dès lors, une faveur.

Parmi les autres innovations prévues par le projet, il y a lieu de citer d'abord celle qui est relative à la résidence du requérant pendant le temps

.../...

d'épreuve : par application de la législation actuelle, le condamné doit avoir eu sa résidence dans la même commune durant les deux dernières années, à moins qu'il ait été contraint d'en changer à raison des nécessités de sa position; le projet,au contraire, exige uniquement que le condamné ait une résidence certaine en Belgique ou à l'étranger.

Alors que suivant la jurisprudence depuis longtemps établie, la demande de réhabilition doit,sous peine d'être déclarée non recevable, porter sur toutes les condamnations subies par le requérant, le projet permet à celui-ci de limiter sa demande à des condamnations déterminées.

Les règles de procédure en réhabilitation sont, d'autre part, simplifiées. Si le requérant adresse toujours sa requête au procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel il réside, ou au procureur du Roi de Bruxelles, s'il réside à l'étranger, le projet renonce à l'attestation que doit fournir le juge de paix des cantons où le condamné a résidé.

La procédure devant la chambre des mises en accusation contient une innovation : si le procureur général estime que la comparution du requérant n'est pas indispensable et qu'il y a lieu de faire droit à sa demande, il peut proposer à la cour d'accorder la réhabilitation sans autre formalité.

.../...

Cette simplification de procédure évitera au requérant de devoir, dans certains cas, se déplacer et d'exposer des dépenses parfois onéreuses.

En cas de rejet de la demande, celle-ci, aux termes de la loi de 1896, ne peut être renouvelée avant l'expiration d'un délai de deux ans; le projet permet à la cour de fixer un délai plus court sauf lorsque la réhabilitation a été refusée pour défaut d'amendement ou de bonne conduite. Le projet augmente dans ce cas comme dans d'autres (cf. articles 5 et 6) les pouvoirs d'appréciation de la cour d'appel.

Le projet met en outre l'arrêté-loi du 22 avril 1918 relatif à la réhabilitation militaire en concordance avec la législation nouvelle. Enfin, une disposition transitoire prévoit que celui qui a obtenu la réhabilitation par application de l'article 1er, 4°, alinéa 2, de la loi du 25 avril 1896, obtient d'office l'effacement des condamnations qui ne faisaient pas obstacle à la réhabilitation si, dans un délai de cinq ans à dater de l'arrêt de réhabilitation, il n'a pas été condamné à une peine criminelle ou correctionnelle, ni interné par application de la loi de défense sociale.

.../...

OBSERVATION GENERALE.

Le code d'instruction criminelle de 1808 consacrait le chapitre IV, titre VII, de son livre II à la réhabilitation des condamnés.

Ce chapitre comportait 16 articles, numérotés 619 à 634 inclusivement.

Le législateur de 1896 n'a pas inséré dans le code les dispositions dont il était l'auteur.

A l'heure où de nouvelles codifications sont souhaitées et alors que la loi du 13 juin 1961 a facilité la possibilité des codifications et coordinations législatives, il est souhaitable d'insérer la teneur des 15 premiers articles du projet dans le code d'instruction criminelle.

Le texte proposé ci-après tient compte de ces suggestions et de certaines modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Articles 1er et 2.

Aux termes de ces deux articles, les condamnés voient leurs condamnations effacées après un délai de cinq ans à dater de la décision judiciaire prononcée à leur charge.

.../...

Toutefois ces condamnations subsistent si elles sont accompagnées de déchéances et d'interdictions dont les effets dépassent ce délai.

La loi du 1er août 1899 sur le roulage prévoit que la déchéance du droit de conduire un véhicule peut être prononcée à titre définitif à l'occasion d'une condamnation pour infraction à la police du roulage lorsque l'auteur de l'infraction est reconnu physiquement incapable de conduire un véhicule. Dans ce cas particulier,la seule incapacité physique du condamné empêchera l'effacement de la condamnation.

Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement,le texte devrait être modifié en conséquence.

Article 16.

Etant donné que l'arrêté-loi du 22 avril 1918 est modifié, il apparaît logique de modifier également l'article 4 de l'arrêté-loi du 9 décembre 1943 sur la réhabilitation des gens de mer,qui se réfère également à la loi du 25 avril 1896.

Le texte proposé tient compte de cette suggestion.

.../...

TEXTE PROPOSE.

PROJET DE LOI RELATIVE A L'EFFACEMENT DES CONDAMNATIONS ET A LA REHABILITATION EN MATIERE PENALE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

L'intitulé du chapitre IV du livre II, titre VII, du code d'instruction criminelle est remplacé par le suivant : "Chapitre IV - De l'effacement des condamnations et de la réhabilitation en matière péhale".

Section 1ère. De l'effacement des condamnations.

Article 2.-

L'article 619 du code d'instruction criminelle est rétabli dans la rédaction suivante :

.../...

"Article 619._Les condamnations à des peines de police sont effacées après un délai de cinq ans à compter de la date de la décision judiciaire définitive, sauf lorsqu' elles comportent des déchéances ou des interdictions dont les effets dépassent une durée de cinq ans" (1).

Article 3.-

L'article 620 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 620._ L'effacement des condamnations produit les effets de la réhabilitation".

Section 2. De la réhabilitation en matière pénale.

Article 4.-

L'article 621 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 621. Tout condamné à des peines non susceptibles d'être effacées conformément à l'article 619, peut être réhabilité, s'il n'a pas antérieurement bénéficié de la réhabilitation".

.../...

- -

(1) Sous réserve de l'observation formulée dans l'avis.

Article 5.-

L'article 622 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 622. Le condamné ... (comme à l'article 4 du projet)...".

Article 6.-

L'article 623 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 623. Le condamné doit s'être efforcé ... (comme à l'article 5 du projet) ...

Toutefois, la cour appelée à statuer sur la demande en réhabilitation peut affranchir ... (la suite comme au projet) ...".

Article 7.-

L'article 624 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 624. La réhabilitation ... (comme à l'article 6 du projet) ...".

Article 8.-

L'article 625 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 625._ Le temps d'épreuve prend cours à compter :

.../...

1° du jour de la condamnation conditionnelle, si celle-ci, prononcée seule, est considérée comme non avenue;

2° du jour de la date de l'arrêté royal de grâce qui a rendu la peine conditionnelle, si cette peine est considérée comme non avenue;

3° ... (comme à l'article 7 du projet) ...;

4° ... (comme à l'article 7 du projet)...".

Article 9.-

L'article 626 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 626 La durée ... (comme à l'article 8 du projet) ... récidive légale, conformément aux articles 54 à 57 du Code pénal ... article 25, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1930 ...".

Article 10.-

L'article 627 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 627. Si au cours du temps d'épreuve prévu à l'article 626, le requérant a été condamné soit à des peines de police non susceptibles d'être effacées conformément à l'article 619, soit à des peines ... (comme à l'article 9 du projet) ... :

.../...

1° aux articles 242, 263, 283, 285, 294, 295, alinéa 2, 319, 320, 321, 361, 362, 419, 420, 421, 422 et 519 du Code pénal;

2° ... ;

3° ... la cour peut décider ... (comme au projet) ...

Dans ce cas, ces condamnations seront effacées, pour autant que le réhabilité, à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de l'arrêt de réhabilitation, n'ait été condamné à une peine criminelle ou correctionnelle. Cet effacement produit les effets de la réhabilitation".

Article 11.-

L'article 628 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 628. Le requérant ... (comme à l'article 10 du projet) ... les condamnations visées à l'article 627...

Lorsqu'il réside à l'étranger ... (comme au projet) ..."

Article 12.-

L'article 629 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 629.Le procureur ... (comme à l'article 11 du projet) ...".

.../...

Article 13.-

L'article 630 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 630. Dans les deux mois de la réception de la requête, le procureur général soumet le dossier de la procédure ... (comme à l'article 12 du projet) ...

Si le procureur général ...

Dans les autres cas ...

Le dossier ...

... ".

Article 14.-

L'article 631 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 631. Si la cour ... (comme à l'alinéa 1er de l'article 13 du projet) ...

Si la cour ... (comme à l'alinéa 2 de l'article 13 du projet) ...".

Article 15.-

L'article 632 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 632. Mention de la réhabilitation ... (comme aux alinéas 3 et 4 de l'article 13 du projet) ...".

.../...

Article 16.-

L'article 633 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 633. Les frais de la procédure ... (comme à l'article 14 du projet) ...".

Article 17.-

L'article 634 du même code est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 634. La réhabilitation fait cesser ... (comme à l'article 15 du projet) ...".

Article 18.-

L'article 4 de l'arrêté-loi du 22 avril 1918 relatif à la réhabilitation militaire est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. La réhabilitation militaire produit les effets prévus à l'article 634 du code d'instruction criminelle à l'égard de toute condamnation du chef d'infractions prévues par le Code pénal militaire. Elle ne produit ces effets à l'égard d'autres condamnations que si elles sont visées dans l'arrêté royal".

.../...

Article 19.-

Dans l'article 4 de l'arrêté-loi du 9 décembre 1943 sur la réhabilitation des gens de mer et sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certaines infractions maritimes, les mots " conformément à l'article 7 de la loi du 25 avril 1896" sont remplacés par "conformément à l'article 634 du code d'instruction criminelle".

Article 20.-

La loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale, modifiée par l'arrêté-loi du 25 février 1947 et par la loi du 8 février 1954, est abrogée.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 21.-

Celui qui a obtenu la réhabilitation par application de l'article 1er, 4°, alinéa 2, de la loi du 25 avril 1896, modifié par la loi du 8 février 1954, obtient d'office ... (comme à l'article 18 du projet) ... ni interné par application de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp herhaalt een groot aantal bepalingen uit de wet van 25 april 1896 op het eerherstel in strafzaken en bepalingen, welke de wet van 8 februari 1954 daarin heeft ingevoegd.

Het ontwerp voert in dezen echter een nieuw begrip in, namelijk de "uitwissing" van sommige veroordelingen tot politiestraffen. Terwijl met toepassing van de huidige wetgeving hij die tot een politiestraf is veroordeeld, in eer kan worden hersteld na een proeftijd van vijf jaar indien hij de verschillende in de wet bepaalde voorwaarden vervult en de daartoe voorziene rechtspleging instelt, zullen de veroordelingen tot politiestraffen voortaan van rechtswege worden uitgewist "na verloop van vijf jaren vanaf de dagtekening van de rechterlijke beslissing waarbij zij werden uitgesproken, behalve indien die straffen vervallenverklaringen of ontzettingen inhouden waarvan de gevolgen zich over meer dan vijf jaren uitstrekken".

Veroordelingen die geen vervallenverklaring of ontzetting tot gevolg hebben, verdwijnen alle na elkaar uit het strafregister, naarmate voor ieder van hen een termijn van vijf jaar verstreken is, dit alles zonder toedoen van de rechters en zonder dat de veroordeelde die maatregel, die geen gunst meer zal zijn, speciaal heeft verdiend.

.../...

Een ander novum in het ontwerp betreft allereerst de verblijfplaats van de verzoeker gedurende de proeftijd : onder de huidige wetgeving moet de veroordeelde tijdens de laatste twee jaar zijn verblijfplaats in dezelfde gemeente hebben gehad, ten ware hij wegens de eisen van zijn betrekking genoodzaakt werd van verblijf te veranderen. Het ontwerp eist daarentegen alleen, dat de veroordeelde een vaste verblijfplaats in België of in het buitenland heeft.

Terwijl de aanvraag tot eerherstel volgens de sedert lang gevestigde rechtspraak op straffe van niet-ontvankelijkheid moet slaan op alle door de verzoeker opgelopen veroordelingen, kan deze volgens het ontwerp zijn verzoek tot bepaalde veroordelingen beperken.

Ook de procedureregelen inzake eerherstel worden vereenvoudigd. De verzoeker richt zijn verzoekschrift nog steeds aan de procureur des Konings van het arrondissement waar hij verblijft, of aan de procureur des Konings te Brussel, indien hij in het buitenland verblijft, maar het ontwerp ziet af van het getuigschrift dat moet worden afgegeven door de vrederechter van de kantons waar de veroordeelde heeft verbleven.

De rechtspleging voor de kamer van inbeschuldigingstelling bevat iets nieuws. Oordeelt de

.../...

procureur-generaal dat de verzoeker niet hoeft te verschijnen en dat aan zijn aanvraag gevolg dient te worden gegeven, dan kan hij aan het hof voorstellen het eerherstel zonder andere formaliteit toe te staan.

Deze vereenvoudiging in de rechtspleging zal de verzoeker soms verplaatsingen en vaak zware uitgaven besparen.

Volgens de wet van 1896 kan een afgewezen verzoek niet worden vernieuwd voordat twee jaar verstreken zijn; krachtens het ontwerp kan het hof een kortere termijn vaststellen, "tenzij eerherstel wegens gemis van verbetering of goed gedrag is geweigerd". Hier, evenals elders in de tekst (zie de artikelen 5 en 6), verleent het ontwerp een ruimere beoordelingsbevoegdheid aan het hof van beroep.

Bovendien brengt het ontwerp de besluitwet van 22 april 1918 betreffende de eerherstelling der militairen in overeenstemming met de nieuwe wetgeving. Ten slotte bepaalt een overgangsmaatregel dat hij die eerherstel heeft bekomen met toepassing van artikel 1, 4°, tweede lid, van de wet van 25 april 1896, ambtshalve uitwissing bekomt van de veroordelingen die voor het verlenen van eerherstel geen beletsel waren zo hij, binnen vijf jaren na de dagtekening van het arrest van eerherstel, niet tot een criminele of correctionele straf veroordeeld of bij toepassing van de wet op de bescherming van de maatschappij geïnterneerd werd.

.../...

ALGEMENE OPMERKING.

In het wetboek van strafvordering van 1808 was boek II, titel VII, hoofdstuk IV, gewijd aan het eerherstel van de veroordeelden.

Dit hoofdstuk telde 16 artikelen, genummerd van 619 tot en met 634.

De wetgever van 1896 heeft de door hem gestelde bepalingen niet in het wetboek ingevoegd.

Nu nieuwe codificaties wenselijk zijn en de wet van 13 juni 1961 de mogelijkheid tot codificatie en coördinatie van wetten heeft vergemakkelijkt, is het geraden de stof van de eerste 15 artikelen van het ontwerp in het wetboek van strafvordering in te voegen.

De hierna voorgestelde tekst houdt hiermede rekening en bevat sommige wijzigingen wat de vorm betreft, die evenwel geen commentaar behoeven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikelen 1 en 2.

Krachtens deze twee artikelen worden de veroordelingen uitgewist na een termijn van vijf jaar vanaf de dagtekening van de rechterlijke beslissing die de betrokkenen heeft veroordeeld.

.../...

Die veroordelingen blijven evenwel bestaan indien zij gepaard gingen met vervallenverklaring of ontzetting waarvan de gevolgen zich over meer dan vijf jaar uitstrekken.

De wet van 1 augustus 1899 op de politie van het vervoer bepaalt dat het verval van het recht tot sturen voorgoed kan worden uitgesproken naar aanleiding van een veroordeling wegens overtreding van de politie van het vervoer, wanneer de dader van het misdrijf lichamelijk ongeschikt wordt bevonden tot het besturen van een voertuig. In dat speciaal geval zal alleen reeds de lichamelijke ongeschiktheid van de veroordeelde de uitwissing van de veroordeling beletten.

Bedoelt de Regering het niet zo, dan dient zij de tekst dienovereenkomstig te wijzigen.

Artikel 16.

Aangezien de besluitwet van 22 april 1918 gewijzigd is, ware het logisch ook artikel 4 van de besluitwet van 9 december 1943 op het eerherstel der zeelieden te wijzigen; het verwijst immers ook naar de wet van 25 april 1896.

In de voorgestelde tekst is hiermede rekening gehouden.

.../...

VOORGESTELDE TEKST.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE UITWISSING VAN VEROORDELINGEN EN HET EERHERSTEL IN STRAFZAKEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Het opschrift van hoofdstuk IV van boek II, titel VII, van het wetboek van strafvordering wordt als volgt vervangen : "Hoofdstuk IV - Uitwissing van veroordelingen en eerherstel in strafzaken".

Afdeling 1. Uitwissing van veroordelingen.

Artikel 2.-

Artikel 619 van het wetboek van strafvordering wordt opnieuw ingevoegd met de volgende tekst :

.../...

"Artikel 619. Veroordelingen tot politiestraffen worden uitgewist na verloop van vijf jaar vanaf de dag van de rechterlijke eindbeslissing, tenzij zij vervallenverklaringen of ontzettingen inhouden waarvan de gevolgen zich over meer dan vijf jaar uitstrekken" (1).

Artikel 3.-

Artikel 620 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 620. Uitwissing van veroordelingen heeft de gevolgen van eerherstel".

Afdeling 2. Eerherstel in strafzaken.

Artikel 4.-

Artikel 621 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 621. Ieder veroordeelde tot straffen die niet kunnen worden uitgewist overeenkomstig artikel 619, kan in eer worden hersteld tenzij hij vroeger reeds eerherstel heeft bekomen".

.../...

(1) Onder voorbehoud van de in het advies gemaakte opmerking.

Artikel 5.-

Artikel 622 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 622. De veroordeelde ... (zoals artikel 4 van het ontwerp) ...".

Artikel 6.-

Artikel 623 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 623. De veroordeelde moet zich beijverd hebben ... (zoals artikel 5 van het ontwerp) ...

Nochtans kan het hof, dat over het verzoek tot eerherstel moet beslissen, van deze voorwaarde ontslaan, de veroordeelde die ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 7.-

Artikel 624 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 624. Eerherstel ... (zoals artikel 6 van het ontwerp) ...".

Artikel 8.-

Artikel 625 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 625. De proeftijd ... (zoals artikel 7 van het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 9.-

Artikel 626 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 626. De duur ... (zoals artikel 8 van het ontwerp) ... de verzoeker overeenkomstig de artikelen 54 tot 57 van het Strafwetboek ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 10.-

Artikel 627 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 627. Indien de verzoeker gedurende de in artikel 626 bedoelde proeftijd veroordeeld werd tot politiestraffen die niet kunnen worden uitgewist overeenkomstig artikel 619, of tot correctionele hoofdgevangenisstraffen van ten hoogste een maand wegens overtreding van :

1° de artikelen 242, 263, 283, 285, 294, 295, tweede lid, 319, 320, 321, 361, 362, 419, 420, 421, 422 en 519 van het Strafwetboek;

2° ...;

3° ...;

kan het hof beslissen ... (zoals in het ontwerp)...'.

In dat geval worden de veroordelingen uitgewist, voor zover de in eer herstelde binnen vijf jaar na de dagtekening van het arrest van eerherstel niet tot een criminele of correctionele straf werd veroordeeld. Deze strafuitwissing heeft de gevolgen van eerherstel".

.../...

Artikel 11.-

Artikel 628 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 628. De verzoeker ... (zoals artikel 10 van het ontwerp) ... de in artikel 627 bedoelde veroordelingen ...

Verblijft hij in het buitenland ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 12.-

Artikel 629 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 629. De procureur ... (zoals artikel 11 van het ontwerp) ...".

Artikel 13.-

Artikel 630 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 630. Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag legt de procureur-generaal de processtukken voor aan de Kamer ... (zoals artikel 12 van het ontwerp) ...

Oordeelt de procureur-generaal ...

In de overige gevallen ...

Het dossier ...

...".

.../...

Artikel 14.-

Artikel 631 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 631. Indien het hof ... (zoals het eerste lid van artikel 13) ....

Indien het hof ... (zoals het tweede lid van artikel 13 van het ontwerp) ...".

Artikel 15.-

Artikel 632 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 632. Van het eerherstel ... (zoals het derde en het vierde lid van artikel 13 van het ontwerp) ...".

Artikel 16.-

Artikel 633 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 633. De kosten van de rechtspleging in eerherstel komen ten laste van de Staat. Zij worden geregeld zoals in correctionele zaken".

Artikel 17.-

Artikel 634 van hetzelfde wetboek wordt opnieuw ingevoerd met de volgende tekst :

"Artikel 634. Eerherstel doet voor ... (zoals artikel 15 van het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 18.-

Artikel 4 van de besluitwet van 22 april 1918 betreffende de eerherstelling der militairen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 4. Militair eerherstel heeft ten aanzien van iedere veroordeling wegens de misdrijven omschreven in het militair strafwetboek, de gevolgen vastgesteld in artikel 634 van het wetboek van strafvordering. Ten aanzien van de overige veroordelingen heeft het die gevolgen slechts indien het koninklijk besluit ze vermeldt"

Artikel 19.-

In artikel 4 van de besluitwet van 9 december 1943 op het eerherstel der zeelieden en het verval der strafvervolgingen en der straffen betreffende sommige zeevaartmisdrijven, worden de woorden "overeenkomstig artikel 7 van de wet van 25 april 1896" vervangen door "overeenkomstig artikel 634 van het wetboek van strafvordering".

Artikel 20.-

De wet van 25 april 1896 op het eerherstel in strafzaken, gewijzigd bij de besluitwet van 25 februari 1947 en bij de wet van 8 februari 1954, wordt opgeheven.

.../...

OVERGANGSBEPALING.

Artikel 21.-

Hij die met toepassing van artikel 1, 4°, tweede lid, van de wet van 25 april 1896, gewijzigd bij de wet van 8 februari 1954, in eer is hersteld, bekomt ambtshalve ... (zoals artikel 18 van het ontwerp) ... of geïnterneerd werd op grond van de wet van 9 april 1930 tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.